

Grenoble, ce 29 juin 2023



Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Directeur Général.

Monsieur le Ministre,

Vous avez lancé une campagne de communication sur le thème « En avoir pour mes impôts ». Vous avez annoncé le 9 mai dernier sur France Inter "une démultiplication des contrôles fiscaux pour attaquer la zone grise de l'optimisation fiscale ». Vous vous êtes engagé à bâtir un plan de lutte contre toutes les fraudes. Vous avez indiqué qu'il s'agit d'un enjeu de finances publiques et de cohésion nationale, vous avez dans le même temps annoncé *plus de moyens, plus de contrôles, plus de sanctions* .

Nous tenons par ce courrier à vous interpeller, ainsi que Monsieur Fournel, Directeur général des Finances Publiques, sur la situation des effectifs de la DDFIP de l'Isère, très éloignée de l'ambition que vous avez affichée.

Monsieur le Ministre, pour se doter des moyens de contrôle efficaces, il faut aussi se doter des moyens d'une gestion rigoureuse.

Notre administration s'est engagée auprès des élus locaux à apporter son concours dans les Établissements France Service (E.F.S.). Nos Services de Gestion Comptable (S.G.C.) apportent à ces mêmes élus un service de qualité aujourd'hui mis en difficulté par manque d'effectifs.

La situation nette des emplois annoncée suite au mouvement local prévu au 1<sup>er</sup> septembre 2023 est déficitaire de 126 agents tous grades confondus. Suite à une réunion obtenue ce jour avec notre directeur départemental, il est reconnu que cette situation est inédite et tendue. Ce déficit, même en mobilisant tous les moyens, pourrait être ramené à 84 agents dans un délai plus ou moins lointain. Le compte n'y est toujours pas. Les graves dysfonctionnements de la campagne « Gérer Mes Biens Immobiliers » (G.M.B.I) font d'ores et déjà peser une pression très forte sur tous les agents des services pouvant accueillir du public.

Il est urgent que vous donniez à la DGFIP les moyens budgétaires afin de combler ces vacances d'emplois et de donner corps à vos annonces.

La situation des services place nos collègues en situation de danger grave voire imminent. Les tensions sont extrêmes.

Nous vous invitons à venir à la rencontre des agents du département de l'Isère qui sauront vous exprimer leur mal-être au travail.

Par ailleurs, l'investissement sans faille de nos collègues, les risques encourus parfois dans l'exercice de leurs missions, les tensions de plus en plus nombreuses dans la gestion de nos accueils, appellent à la reconduction a minima de la prime consentie fin 2021 à hauteur de 300 € au regard de l'inflation en complément des annonces faites par le Ministre de la fonction publique Monsieur Stanislas Guérini.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur Général, en nos salutations distinguées.

Pour la CGT Finances Publiques de l'Isère  
Le secrétaire départemental  
Sébastien Rioux